

3.8.2 La problématique

3.8.2.1 La gestion intégrée des matières résiduelles

Suite à la planification stratégique régionale, la MRC s'est engagée, à titre de maître d'œuvre, à réaliser une stratégie d'action qui prévoit la réalisation d'un plan de gestion des matières résiduelles pour les trois MRC du Lac-Saint-Jean. Cette stratégie commande également l'harmonisation et l'intégration de ces plans sur une base régionale, en 2001-2002.

En comptant sur la prise de conscience de sa population, en misant sur le partenariat tissé au sein du milieu et en réalisant un plan de gestion des matières résiduelles axé sur la réduction à la source, la récupération, le recyclage, le réemploi, la réutilisation, la valorisation et l'élimination des déchets, la MRC croit encore pouvoir améliorer son bilan dans un futur rapproché. Elle contribuerait ainsi, à sa juste mesure, à l'atteinte des objectifs de réduction des matières résiduelles fixés dans le plan d'action québécois sur la gestion des matières résiduelles 1998-2008. De plus, avec l'implantation de la ressourcerie, pour faire le tri et le recyclage des matériaux secs, ce bilan ne pourra que s'améliorer.

Évidemment, deux municipalités utilisent toujours des sites de dépôts en tranchées afin de disposer de leurs déchets: il s'agit des municipalités de Desbiens et de Saint-Ludger-de-Milot. Au total, environ 1 000 tm sont acheminées annuellement dans ces sites, par rapport à environ 31 000 tm au LES de L'Ascension. En vertu du projet de règlement sur la gestion des matières résiduelles, seules les municipalités situées à plus de 100 km d'un lieu d'enfouissement sanitaire pourraient avoir recours à ce type de dépôt pour leurs déchets. Si telle est l'orientation retenue par le gouvernement, les municipalités de Desbiens et de Saint-Ludger-de-Milot devront examiner leur situation.

3.8.2.2 La conservation de la ressource eau

L'identification, au premier schéma d'aménagement, des prises d'eau de consommation a permis d'assurer leur protection. Ainsi, chacune des municipalités de la MRC a inclus à ses règlements d'urbanisme des dispositions visant la protection des prises d'eau, ainsi que certaines normes régissant l'entretien des infrastructures et la coupe forestière dans l'environnement immédiat de la prise d'eau par souci pour la santé et la sécurité des citoyens.

La MRC entend réitérer les dispositions qu'elle avait avancées lors de l'adoption du premier schéma d'aménagement. Elle prévoit protéger, par le biais du schéma d'aménagement révisé, la ressource eau dans son sens le plus global.

Que ce soit à des fins agricoles, forestières, de villégiature ou urbaines, toutes les raisons ont semblé bonnes pour dégarnir des dizaines de kilomètres de rives, privant par le fait même les cours d'eau d'une partie de leur système épurateur. Pour les élus de la MRC, la protection des berges, des rives et du littoral des cours d'eau est jugée essentielle à l'amélioration de la qualité de ceux-ci. Les événements de juillet 1996 et ceux d'août 2000 ont démontré l'importance de maintenir et de protéger un couvert forestier aux abords des cours d'eau et des lacs de façon à garantir leur stabilité en situation de contraintes.

Puisque plusieurs prises d'eau de consommation sont alimenté à même l'eau souterraine, celle-ci devient une importante source d'alimentation ; elle s'avère des plus importantes entre autres pour les résidants des municipalités locales et pour les producteurs agricoles. L'eau souterraine est également une composante importante du cycle hydrologique. En faisant résurgence dans les eaux de surface, les eaux souterraines permettent, très souvent, le maintien du régime hydrique des cours d'eau. Ainsi, si elles sont contaminées, les eaux souterraines sont susceptibles d'altérer la qualité des eaux de surface dans lesquelles elles aboutissent. Bien qu'il soit possible de contrôler l'extension de la contamination, la décontamination demeure très hypothétique. En effet, dès qu'un aquifère est contaminé, il peut être inutilisable pendant des décennies puisque le temps de séjour de l'eau, c'est-à-dire la durée pendant laquelle l'eau demeure dans la portion souterraine du cycle hydrologique, peut s'échelonner de quelques semaines jusqu'à plusieurs milliers d'années.

Ces raisons portent ainsi la MRC à prévenir l'apparition des cas de contamination ponctuelle. La vulnérabilité, l'utilisation et le potentiel d'utilisation de l'eau souterraine doivent donc être pris en compte lors de la mise en place ou du déroulement d'une activité. La MRC intégrera à ses orientations des considérations particulières en rapport avec la protection des eaux souterraines et le document complémentaire servira de point d'appui pour la réglementation municipale sur cette question.

Puisqu'il ne fait aucun doute que la prévention est la meilleure façon d'empêcher la détérioration de la qualité des eaux souterraines et d'éviter la contamination des ouvrages de captage, la MRC demandera aux municipalités qui se servent de telles nappes souterraines, de déterminer la nature des contaminants et leur temps de migration. Ainsi, en fonction des conditions géologiques et hydrogéologiques observées, des périmètres de protection pourront être établis et les usages du sol devront être restreints notamment aux endroits où la nappe captée est la plus vulnérable.

3.8.2.3 Les cimetières automobiles

Considérant les impacts visuels néfastes des cimetières automobiles sur la clientèle touristique, la MRC entend reconnaître les deux secteurs où se concentre actuellement cet usage, et prohiber de nouvelles implantations sur le territoire de la MRC.

Ainsi, pour le secteur nord, le site du rang IV à Saint-Henri-de-Taillon est identifié tandis que pour le secteur sud, il s'agit du rang VI où l'on observe une concentration de commerces de pièces d'autos usagées. On retrouve également à Métabetchouan-Lac-à-la-Croix un commerce de récupération de carcasses automobiles mais celui-ci ne fait pas d'entreposage et de vente de pièces. La MRC s'attend à ce que la municipalité de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix traite de ce commerce à l'intérieur de sa réglementation municipale.

CHAPITRE 7 LES ZONES DE CONTRAINTES

Mise en situation

La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme oblige les MRC à identifier les différentes zones de contraintes présentes sur leur territoire. Cette obligation vise à protéger la population contre des risques latents qui peuvent surgir sans préavis.

LAU, article 5, premier alinéa, paragraphe 4:

«déterminer toute zone où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité publique, telle une zone d'inondation, d'érosion, de glissement de terrain ou d'autre cataclysme, ou pour des raisons de protection environnementale des rives, du littoral et des plaines inondables; »

Déjà, à l'intérieur du premier schéma d'aménagement, la MRC avait identifié des zones de contraintes et le document complémentaire contenait un train de mesures législatives dont les règlements d'urbanisme des municipalités locales devaient tenir compte. Les événements de juillet 1996 et ceux d'août 2000 dans certaines municipalités ont nécessité de revoir certaines dispositions contenues au document complémentaire. C'est ainsi que la MRC inclut au document complémentaire de nouvelles dispositions visant à assurer la sécurité publique à l'intérieur des zones à risques de mouvement de sol.

Considérant le nombre et l'importance des contraintes, la MRC a convenu de distinguer les zones d'inondation, les zones à risques de mouvement de sol, les zones d'érosion éolienne et les zones d'érosion des berges du lac Saint-Jean. Enfin, les zones de contraintes anthropiques et celles relatives aux anciennes aires de flottage du bois seront également abordées dans ce chapitre.

7.1 Les zones d'inondation

7.1.1 Situation

La MRC a identifié de façon prioritaire quatre zones inondables sur son territoire. Ces zones sont situées dans les limites de la municipalité d'Hébertville. Il s'agit de secteurs susceptibles d'être inondés lors du débordement de cours d'eau de leur lit habituel, et ce, pour plusieurs raisons. À l'exemple de juillet 1996, il peut s'agir de pluies torrentielles ou encore d'inondations dues à des embâcles ou encore, liées à la fonte des neiges.

CHAPITRE 7 LES ZONES DE CONTRAINTES

Mise en situation

La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme oblige les MRC à identifier les différentes zones de contraintes présentes sur leur territoire. Cette obligation vise à protéger la population contre des risques latents qui peuvent surgir sans préavis.

LAU, article 5, premier alinéa, paragraphe 4:

«déterminer toute zone où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité publique, telle une zone d'inondation, d'érosion, de glissement de terrain ou d'autre cataclysme, ou pour des raisons de protection environnementale des rives, du littoral et des plaines inondables; »

Déjà, à l'intérieur du premier schéma d'aménagement, la MRC avait identifié des zones de contraintes et le document complémentaire contenait un train de mesures législatives dont les règlements d'urbanisme des municipalités locales devaient tenir compte. Les événements de juillet 1996 et ceux d'août 2000 dans certaines municipalités ont nécessité de revoir certaines dispositions contenues au document complémentaire. C'est ainsi que la MRC inclut au document complémentaire de nouvelles dispositions visant à assurer la sécurité publique à l'intérieur des zones à risques de mouvement de sol.

Considérant le nombre et l'importance des contraintes, la MRC a convenu de distinguer les zones d'inondation, les zones à risques de mouvement de sol, les zones d'érosion éolienne et les zones d'érosion des berges du lac Saint-Jean. Enfin, les zones de contraintes anthropiques et celles relatives aux anciennes aires de flottage du bois seront également abordées dans ce chapitre.

7.1 Les zones d'inondation

7.1.1 Situation

La MRC a identifié de façon prioritaire quatre zones inondables sur son territoire. Ces zones sont situées dans les limites de la municipalité d'Hébertville. Il s'agit de secteurs susceptibles d'être inondés lors du débordement de cours d'eau de leur lit habituel, et ce, pour plusieurs raisons. À l'exemple de juillet 1996, il peut s'agir de pluies torrentielles ou encore d'inondations dues à des embâcles ou encore, liées à la fonte des neiges.

2. CHAPITRE 2 RÈGLES MINIMALES

2.1 Conditions minimales d'émission du permis de lotissement

L'émission des permis de lotissement devra exiger le respect des conditions spécifiées dans la présente section. Ces règles de lotissement minimales ne s'appliquent pas dans le cas d'un emplacement pour fins d'utilité publique ne disposant pas d'équipement sanitaire.

2.1.1 Règles minimales s'appliquant à l'ensemble du territoire de la MRC

Les dimensions et superficies minimales des terrains ou lots partiellement ou non desservis par l'aqueduc et l'égout sanitaire sur l'ensemble du territoire de la MRC doivent respecter les règles contenues dans le tableau suivant.

Tableau n° 1 Règles minimales de lotissement

	Terrain ou lot non desservi		Terrain ou lot partiellement desservi		Terrain ou lot desservi par l'aqueduc et l'égout sanitaire
	<i>Situé à moins de 300 m d'un lac ou 100 m d'un cours d'eau.</i>	<i>Situé à plus de 300 m d'un lac et 100 m d'un cours d'eau.</i>	<i>Situé à moins de 300 m d'un lac ou 100 m d'un cours d'eau.</i>	<i>Situé à plus de 300 m d'un lac ou 100 m d'un cours d'eau.</i>	<i>Situé à moins de 300 m d'un lac ou 100 m d'un cours d'eau.</i>
Superficie minimale	4000 m ² (43,057 pi ²)	3000 m ² (32,393 pi ²)	2000 m ² (21,529 pi ²)	1500 m ² (16,146 pi ²)	*
Largeur minimale	50 m (164 pi)	50 m (164 pi)	30 m ⁽¹⁾ (98 pi)	30 m (100 pi)	*
Profondeur moyenne	75 m (246 pi)	60 m (197 pi)	75 m (246 pi)	50 m (164 pi)	*

(1) Pour les terrains ou lots non riverains et partiellement desservis, soit par l'aqueduc ou l'égout sanitaire, la largeur minimale avant d'un terrain ou d'un lot pourra être de 25 m (82 pi). Cependant, la superficie minimale exigée devra être respectée en tout temps.

* À être déterminée par les municipalités en respectant la *Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables*.

2.1.2 Assouplissement des règles

Lorsqu'il est impossible de faire autrement parce que des infrastructures routières sont déjà en place, et afin de s'adapter aux particularités locales tout en demeurant fidèle aux objectifs visés par le présent cadre réglementaire et pour tenir compte du fait que cette situation ne permet pas de rencontrer les règles minimales requises pour un terrain ou un lot et par le fait même pouvant empêcher une opération cadastrale, l'assouplissement des dispositions de la section 2.1.1 pourra être autorisé dans les règlements de lotissement des municipalités. Ces assouplissements seront utilisées dans le cas de projet de lotissement de plus de 5 terrains. Ainsi, les réductions maximales suivantes pourront être autorisées :

Largeur minimale : 15 %
Profondeur minimale d'un emplacement : 25 %

Toutefois, la superficie minimale exigée devra être respectée en tout temps.

2.2 Localisation des alignements sur les lacs et cours d'eau (Définition)

(dessin)

2.3 Dispositions applicables aux voies de circulation publiques ou privées en bordure d'un lac ou d'un cours d'eau

LAU. art. 113, par.16

La distance minimale entre une voie de circulation publique ou privée et un cours d'eau ou un lac doit être au moins de :

- 60 mètres dans le cas d'un territoire partiellement ou non desservi par l'aqueduc et l'égout sanitaire;
- 45 mètres dans le cas d'un territoire desservi par l'aqueduc et l'égout sanitaire.

Toutefois, lorsque la morphologie du terrain ne permet pas la construction des chemins en dehors de la distance minimum requise, ces distances minimales peuvent être réduites jusqu'à 50% sans jamais être inférieures à quinze (15) m.

Les dispositions de la présente section ne s'appliquent pas aux voies de circulation:

- conduisant à des débarcadères ou aires de mise à l'eau;
- permettant la traversée d'un cours d'eau ou d'un lac.

Les dispositions des paragraphes précédents ne s'appliquent pas aux sentiers piétonniers, aux pistes cyclables et aux sentiers de motoneiges.

2.4 Dispositions applicables aux maisons mobiles

L.A.U. art. 113, par. 17

Sur le territoire de la MRC de Lac-Saint-Jean-Est, les maisons mobiles ne peuvent être situées qu'à l'intérieur du périmètre urbain dans une zone spécifique prévue à cette fin dans la réglementation municipale d'urbanisme ou dans une zone mixte où les résidences unifamiliales sont autorisées. Dans ce cas, certaines mesures d'harmonisation devront être prises et comporter au minimum des dispositions touchant la pente de toit, la longueur maximale et la largeur minimale de la maison mobile.

Des marges de recul minimales devront être prescrites afin de garantir la qualité de vie à l'intérieur de chaque emplacement ainsi que le dégagement sécuritaire par rapport aux voies routières.

Le dessous de la maison mobile devra être fermé complètement avec des matériaux reconnus à cette fin et s'harmonisant avec le revêtement extérieur de la maison mobile et celle-ci devra être implantée avec des appuis et points d'ancrage fixés au sol afin que l'installation soit sécuritaire et salubre.

2.5 Dispositions applicables aux véhicules de camping

L'installation des véhicules de camping est permise uniquement dans les zones de villégiature estivale et sur les terrains de camping sis à l'intérieur des zones récréotouristiques.

Il est strictement interdit de transformer un véhicule de camping de manière à en faire un bâtiment permanent ou une résidence principale ou secondaire (chalet) permanente.

Les municipalités qui voudront régir l'installation des véhicules de camping à l'intérieur des zones de villégiature devront le faire selon une des deux options présentées ou selon une combinaison de celles-ci en conformité aux pouvoirs qui leur sont conférés aux articles 5 et 6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme :

Option A:

Dans le cas où il n'y a pas de bâtiment principal érigé sur le lot ou le terrain de villégiature :

- permettre l'implantation d'un seul véhicule de camping par lot ou terrain de villégiature estivale ;
- que la durée d'implantation de véhicule de camping soit incluse dans la période du 15 juin au 15 septembre de chaque année et que le propriétaire ait demandé et obtenu un certificat d'autorisation de la municipalité, et ce, pour chaque nouvelle saison estivale ;
- que le véhicule de camping soit implanté en respectant les normes d'implantation en vigueur dans la zone et que ledit véhicule de camping soit muni d'un dispositif permettant d'emmagasiner toutes ces eaux usées et eaux de cabinet et ce, de façon autonome et qu'aucun rejet d'eaux usées ou d'eaux de cabinet ne soit effectué sur ou dans le sol, sauf s'il peut être raccordé à une installation septique conforme aux lois et règlements;

Option B:

Dans le cas où il y a un bâtiment principal érigé sur le lot ou le terrain de villégiature :

- permettre l'implantation d'un seul véhicule de camping par lot ou terrain de villégiature ;
- que la durée d'implantation du véhicule de camping soit incluse dans la période du 15 juin au 15 septembre de chaque année et que le propriétaire ait demandé et obtenu un certificat d'autorisation de la municipalité, et ce, pour chaque nouvelle saison estivale ;
- dans le cas où un bâtiment principal est déjà érigé, que celui-ci soit de type unifamilial et comporte un maximum d'un appartement ;
- que le véhicule de camping soit implanté en respectant les normes d'implantation en vigueur dans la zone et que ledit véhicule de camping soit muni d'un dispositif permettant d'emmagasiner toutes ces eaux usées et eaux de cabinet et ce, de façon autonome et qu'aucun rejet d'eaux usées ou d'eaux de cabinet ne devra être effectué sur ou dans le sol, sauf s'il peut être raccordé à une installation septique à vidange périodique de 4.8 m³ ;
- L'implantation des véhicules de camping est prohibée dans les secteurs de villégiature forestière.

2.6 Dispositions applicables aux zones d'inondation

2.6.1 Cartographie

Les zones inondables identifiées au schéma d'aménagement (planche n° 2A et cartes nos 7-1, 7-2, 7-3 et 7-4) font parties intégrantes du présent cadre réglementaire.

2.6.2 Autorisation préalable

Dans la plaine inondable, quiconque effectue des travaux de construction, des ouvrages ou tous travaux susceptibles de modifier le régime hydrique, de nuire à la libre circulation des eaux en période de crue, de perturber les habitats fauniques ou floristiques ou de mettre en péril la sécurité des personnes et des biens, doit au préalable obtenir du fonctionnaire désigné un permis de construction ou un certificat d'autorisation.

Les constructions, ouvrages et travaux relatifs aux activités d'aménagement forestier dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts et à ses règlements, et les activités agricoles réalisées sans remblai ni déblai ne sont pas sujets à une autorisation préalable des municipalités.

2.6.3 Normes minimales applicables en zone de grand courant (0-20 ans)

Dans la zone de grand courant d'une plaine inondable, ainsi que dans les plaines inondables identifiées sans que ne soient distinguées les zones de grand courant de celles de faible courant, sont en principe interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux, sous réserve des mesures prévues aux articles 2.6.3.1 et 2.6.5.

2.6.3.1 Constructions, ouvrages et travaux permis

Malgré le principe énoncé à l'article 2.6.3, peuvent être réalisés dans ces zones les constructions, les ouvrages et les travaux suivants, si leur réalisation n'est pas incompatible avec les mesures de protection applicables pour les rives et le littoral, soit :

- a) Les travaux qui sont destinés à maintenir en bon état les terrains, à entretenir, à réparer, à moderniser ou à démolir les constructions et ouvrages existants, à la condition que ces travaux n'augmentent pas la superficie de la propriété exposée aux inondations ; cependant, lors de travaux de modernisation ou de reconstruction d'une infrastructure liée à une voie de circulation publique, la

superficie de l'ouvrage exposée aux inondations pourra être augmentée de 25 % pour des raisons de sécurité publique ou pour rendre telle infrastructure conforme aux normes applicables ; dans tous les cas, les travaux majeurs à une construction ou à un ouvrage devront entraîner l'immunisation de l'ensemble de celle-ci ou de celui-ci ;

- b) Les installations entreprises par les gouvernements, leurs ministères et organismes, qui sont nécessaires aux activités de trafic maritime, notamment les quais, les brise-lames, les canaux, les écluses et les aides fixes à la navigation; des mesures d'immunisation appropriées devront s'appliquer aux parties des ouvrages situées sous le niveau d'inondation de la crue de récurrence de 100 ans;
- c) Les installations souterraines linéaires de services d'utilité publique telles que les pipelines, les lignes électriques et téléphoniques ainsi que les conduites d'aqueduc et d'égout ne comportant aucune entrée de service pour des constructions ou ouvrages situés dans la zone inondable de grand courant;
- d) La construction de réseaux d'aqueduc ou d'égout souterrains dans les secteurs déjà construits mais non pourvus de ces services afin de raccorder uniquement les constructions et ouvrages déjà existants à la date d'entrée en vigueur du premier règlement municipal interdisant les nouvelles implantations;
- e) Les installations septiques destinées à des constructions ou des ouvrages existants ; l'installation prévue doit être conforme à la réglementation sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées édictée en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement;
- f) L'amélioration ou le remplacement d'un puits d'une résidence ou d'un établissement existant par un puits tubulaire, construit de façon à éliminer les risques de contamination par scellement de l'espace annulaire par des matériaux étanches et de façon durable ainsi qu'à éviter la submersion;
- g) Un ouvrage à aire ouverte, à des fins récréatives, autre qu'un terrain de golf, réalisable sans remblai ni déblai;
- h) La reconstruction lorsqu'une construction ou un ouvrage a été détruit par une catastrophe autre qu'une inondation ; les reconstructions devront être immunisées conformément aux mesures prévues à l'article 2.6.4.1 ;
- i) Les aménagements fauniques ne nécessitant pas de remblai et ceux qui en nécessitent, mais dans ce dernier cas, seulement s'ils sont assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement;
- j) Les travaux de drainage des terres;
- k) Les activités d'aménagement forestier réalisées sans déblai ni remblai, dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts et à ses règlements;
- l) Les activités agricoles réalisées sans remblai ni déblai.

2.6.4 Normes minimales applicables en zone de faible courant (20-100 ans)

Dans les zones créées au sein des aires inondables de faible courant (20-100 ans) sont interdits :

- Toutes les constructions et tous les ouvrages non immunisés;
- Les travaux de remblai autres que ceux requis pour l'immunisation des constructions et ouvrages autorisés.

Dans cette zone peuvent être permis des constructions, ouvrages et travaux bénéficiant de mesures d'immunisation différentes de celles prévues à l'article 2.6.4.1, mais jugées suffisantes dans le cadre d'une dérogation adoptée conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme à cet effet par la MRC.

2.6.4.1 Normes d'immunisation

Les constructions, ouvrages et travaux permis en vertu de l'article 2.6.4 devront être réalisés en respectant les règles d'immunisation suivantes, en les adaptant au contexte de l'infrastructure visée :

1. Aucune ouverture (fenêtre, soupirail, porte d'accès, garage, etc.) ne peut être atteinte par la crue de récurrence de 100 ans;
2. Aucun plancher de rez-de-chaussée ne peut être atteint par la crue à récurrence de 100 ans;
3. Les drains d'évacuation sont munis de clapets de retenue;
4. Pour toute structure ou partie de structure sise sous le niveau de la crue à récurrence de 100 ans, qu'une étude soit produite démontrant la capacité des structures à résister à cette crue, en y intégrant les calculs relatifs à :
 - L'imperméabilisation;
 - La stabilité des structures;
 - L'armature nécessaire;
 - La capacité de pompage pour évacuer les eaux d'infiltration;
 - La résistance du béton à la compression et à la tension;
5. Le remblayage du terrain doit se limiter à une protection immédiate autour de la construction ou de l'ouvrage visé et non être étendu à l'ensemble du terrain sur lequel il est prévu ; la pente moyenne, du sommet du remblai adjacent à la construction ou à l'ouvrage protégé, jusqu'à son pied, ne devrait pas être inférieure à 33 % (rapport 1 vertical : 3 horizontal).

Dans l'application des mesures d'immunisation, dans le cas où la plaine inondable montrée sur une carte aurait été déterminée sans qu'ait été établie la cote de récurrence d'une crue de 100 ans, cette cote de 100 ans sera remplacée par la cote du plus haut niveau atteint par les eaux de la crue ayant servi de référence pour la

détermination des limites de la plaine inondable auxquelles, pour des fins de sécurité, il sera ajouté 30 centimètres.

2.6.5 Constructions, ouvrages et travaux admissibles à une dérogation

Peuvent également être permis certaines constructions, certains ouvrages et certains travaux, si leur réalisation n'est pas incompatible avec d'autres mesures de protection applicables pour les rives et le littoral et s'ils font l'objet d'une dérogation conformément aux dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1). **L'article 2.6.7** du présent règlement indique les critères que la MRC utilisera lorsqu'elle doit juger de l'acceptabilité d'une demande de dérogation.

Les constructions, ouvrages et travaux admissibles à une dérogation sont :

- a) Les projets d'élargissement, de rehaussement, d'entrée et de sortie, de contournement et de réaligement dans l'axe actuel d'une voie de circulation existante, y compris les voies ferrées;
- b) Les voies de circulation traversant des plans d'eau et leurs accès;
- c) Tout projet de mise en place de nouveaux services d'utilité publique situés au-dessus du niveau du sol tels que les pipelines, les lignes électriques et téléphoniques, les infrastructures reliées aux aqueducs et égouts, à l'exception des nouvelles voies de circulation;
- d) Les puits communautaires servant au captage d'eau souterraine;
- e) Un ouvrage servant au captage d'eau de surface se situant au-dessus du niveau du sol;
- f) Les stations d'épuration des eaux;
- g) Les ouvrages de protection contre les inondations entrepris par les gouvernements, leurs ministères ou organismes, ainsi que par les municipalités, pour protéger les territoires déjà construits et les ouvrages particuliers de protection contre les inondations pour les constructions et ouvrages existants utilisés à des fins publique, municipale, industrielle commerciale, agricole ou pour des fins d'accès public;
- h) Les travaux visant à protéger des inondations, des zones enclavées par des terrains dont l'élévation est supérieure à celle de la cote de crue de récurrence de 100 ans, et qui ne sont inondables que par le refoulement de conduites;
- i) Toute intervention visant :
 - L'agrandissement d'un ouvrage destiné à la construction navale et aux activités maritimes ou portuaires;
 - L'agrandissement d'un ouvrage destiné aux activités agricoles, industrielles, commerciales ou publiques;
 - L'agrandissement d'une construction et de ses dépendances en conservant la même typologie de zonage;

- j) Les installations de pêche commerciale et d'aquaculture;
- k) L'aménagement d'un fonds de terre à des fins récréatives, d'activités agricoles ou forestières, avec des ouvrages tels que chemins, sentiers piétonniers et pistes cyclables, nécessitant des travaux de remblai ou de déblai; ne sont cependant pas compris dans ces aménagements admissibles à une dérogation les ouvrages de protection contre les inondations et les terrains de golf;
- l) Un aménagement faunique nécessitant des travaux de remblai, qui n'est pas assujéti à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*;
- m) Les barrages à des fins municipale, industrielle, commerciale ou publique assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*.

2.6.6 Procédure relative à une demande de dérogation

Le requérant d'une demande de dérogation visant à soustraire du présent cadre réglementaire relatif aux zones inondables, un usage, un ouvrage, une construction ou une activité admissible en vertu de l'article 2.6.5, devra déposer une demande comprenant:

- a) une description technique et cadastrale du fonds de terre visé par la demande;
- b) une description écrite portant sur la nature de l'ouvrage visé par la demande et sur les mesures d'immunisation envisagées;
- c) une description écrite des solutions de rechange envisageables pour l'ouvrage visé par la demande;
- d) une description écrite des modifications possibles au régime hydraulique du cours d'eau; à cet effet, une attention devra être portée aux éléments suivants:
 1. contraintes à la circulation des glaces;
 2. diminution de la section d'écoulement;
 3. risques d'érosion causée par les ouvrages projetés;
 4. possibilités d'immunisation de l'ouvrage;
 5. estimation des risques d'inondation en amont.
- e) une description écrite portant sur les impacts environnementaux pouvant être occasionnés par la réalisation de l'ouvrage visé par la demande; à cet effet, une attention devra être portée, entre autres, sur les conséquences des modifications du milieu sur:
 1. la faune, les habitats fauniques particuliers;
 2. la flore typique des milieux humides, les espèces menacées ou vulnérables;

3. la qualité de l'eau;
4. s'il y a lieu, la provenance et le type de matériel de remblai utilisé pour immuniser l'ouvrage projeté.

f) une description écrite portant sur l'intérêt public à voir l'ouvrage réalisé.

Cette demande de dérogation devra être déposée en trois copies à la municipalité.

2.6.7 Critères pour juger de l'acceptabilité d'une demande de dérogation

Pour permettre de juger de l'acceptabilité d'une dérogation, toute demande formulée à cet effet devrait être appuyée de documents suffisants pour l'évaluer. Cette demande devrait fournir la description cadastrale précise du site de l'intervention projetée et démontrer que la réalisation de la construction, des ouvrages ou des travaux proposés satisfait aux cinq critères suivants en vue de respecter les objectifs du présent règlement en matière de sécurité publique et de protection de l'environnement :

- a) Assurer la sécurité des personnes et la protection des biens, tant privés que publics en intégrant des mesures appropriées d'immunisation et de protection des personnes;
- b) Assurer l'écoulement naturel des eaux ; les impacts sur les modifications probables au régime hydraulique du cours d'eau devront être définis et, plus particulièrement, faire état des contraintes à la circulation des glaces, de la diminution de la section d'écoulement, des risques d'érosion générés et des risques de hausse du niveau de l'inondation en amont qui peuvent résulter de la réalisation des travaux ou de l'implantation de la construction ou de l'ouvrage;
- c) Assurer l'intégrité de ces territoires en évitant le remblayage et en démontrant que les travaux, ouvrages et constructions proposés ne peuvent raisonnablement être localisés hors de la plaine inondable;
- d) Protéger la qualité de l'eau, la flore et la faune typique des milieux humides, leurs habitats et, considérant d'une façon particulière les espèces menacées ou vulnérables, en garantissant qu'ils n'encourent pas de dommages; les impacts environnementaux que la construction, l'ouvrages ou les travaux sont susceptibles de générer devront faire l'objet d'une évaluation en tenant compte des caractéristiques des matériaux utilisés pour l'immunisation;
- e) Démontrer l'intérêt public quant à la réalisation des travaux, de l'ouvrage ou de la construction.

2.6.8 Cotes de récurrence de crues : secteur lacs Vert et Kénogamichiche

Pour le secteur identifié à la carte numéro 7-3 du chapitre 7 du schéma d'aménagement révisé, la cote de récurrence de crues pour la zone de grand courant (0-20 ans) est de 144,40 mètres. Cette cote a été déterminée par le Centre d'expertise hydrique du Québec et est la seule cote de récurrence applicable pour la plaine inondable des lacs Vert et Kénogamichiche.

Aucune cote de récurrence de crue n'est identifiée pour la zone de faible courant (20-100 ans) des lacs Vert et Kénogamichiche.

2.6.9 Cotes de récurrence de crues : secteur du chemin des Sables

Pour la plaine inondable de la Belle-Rivière, secteur Chemin des Sables, les cotes de récurrence de crues pour la zone de grand courant (0-20 ans) et pour la zone de faible courant (20-100 ans) doivent être identifiées à l'aide de la carte numéro 7-4 du chapitre 7 du schéma d'aménagement révisé et de la figure 1 accompagnant cette carte. Ces cotes ont été déterminées par le Centre d'expertise hydrique du Québec.

2.7 Dispositions applicables à la protection des rives et du littoral

Les rives et le littoral étant essentiels à la survie des composantes écologiques et biologiques des lacs et cours d'eau, la protection et dans certains cas, la réalisation d'ouvrages effectués dans un souci de protection environnementale permettront d'améliorer la qualité des cours d'eau et des lacs et de prévoir, voire même corriger des pertes de sols causées par l'érosion fluviale et hydrique.

Les présentes normes constituent un cadre minimal et n'excluent pas la possibilité pour les municipalités locales d'adopter des mesures de protections plus sévères pour répondre à des situations particulières.

2.7.1 Les lacs et cours d'eau assujettis

Tous les lacs et cours d'eau, à débit régulier ou intermittent, sont visés par l'application des points 2.7 à 2.7.4.

Les fossés tels que définis au chapitre 1 sont exemptés de l'application de la politique.

Par ailleurs, en milieu forestier public, les catégories de cours d'eau visés par l'application des points 2.7 à 2.7.4 sont celles définies au « *Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine public (RNI)* ».

2.7.2 Autorisation préalable

Quiconque effectue des travaux de construction, d'agrandissement, des ouvrages et tous travaux qui sont susceptibles de détruire ou de modifier la couverture végétale des rives, ou de porter le sol à nu, ou d'en affecter la stabilité, ou encore qui empiètent sur le littoral, doit au préalable obtenir du fonctionnaire désigné un permis de construction ou un certificat d'autorisation.

Les constructions, ouvrages et travaux relatifs aux activités d'aménagement forestier dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts et à ses règlements ne sont pas sujets à une autorisation préalable des municipalités.

2.7.3 Les mesures relatives aux rives

Dans la rive sont en principe interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux.

Peuvent toutefois être permis les constructions, les ouvrages et les travaux dont leur réalisation n'est pas incompatible avec d'autres mesures de protection préconisées pour les plaines inondables, soit :

- a) L'entretien, la réparation et la démolition des constructions et ouvrages existants utilisés à des fins autres que municipale, commerciale, industrielle, publique ou pour des fins d'accès public;
- b) Les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipale, commerciale, industrielle, publique ou pour des fins d'accès public, y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition, s'ils sont assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*;
- c) La construction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal à des fins autres que municipale, commerciale, industrielle, publique ou pour des fins d'accès public aux conditions suivantes :
 - Les dimensions du lot ne permettent plus la construction ou l'agrandissement de ce bâtiment principal à la suite de la création de la bande de protection riveraine, et il ne peut raisonnablement être réalisé ailleurs sur le terrain;
 - Le lotissement a été réalisé avant l'entrée en vigueur du premier règlement municipal applicable interdisant la construction dans la rive;
 - Le lot n'est pas situé dans une zone à forts risques d'érosion ou de glissements de terrain identifiée au schéma d'aménagement;
 - Une bande minimale de protection de cinq (5) mètres devra obligatoirement être conservée dans son état actuel ou préféablement remise à l'état naturel si elle ne l'était déjà.
- d) La construction ou l'érection d'un bâtiment accessoire ou d'une piscine est possible seulement sur la partie d'une rive qui n'est pas à l'état naturel et aux conditions suivantes :
 - Les dimensions du lot ne permettent plus la construction ou l'érection de ce bâtiment accessoire ou d'une piscine, suite à la création de la bande de protection riveraine;

- Le lotissement a été réalisé avant l'entrée en vigueur du premier règlement municipal applicable interdisant la construction dans la rive;
- Une bande minimale de protection de cinq (5) mètres devra obligatoirement être conservée dans son état actuel ou préférablement remis à l'état naturel si elle ne l'était déjà;
- Le bâtiment accessoire devra reposer sur le terrain sans excavation ni remblayage.

e) Les ouvrages et travaux suivants relatifs à la végétation :

- Les activités d'aménagement forestier dont la réalisation est assujettie à la *Loi sur les forêts* et à ses règlements d'application;
- La coupe d'assainissement;
- La récolte d'arbres de 50 % des tiges de dix centimètres et plus de diamètre, à la condition de préserver un couvert forestier d'au moins 50 % dans les boisés privés utilisés à des fins d'exploitation forestière ou agricole;
- La coupe nécessaire à l'implantation d'une construction ou d'un ouvrage autorisé;
- La coupe nécessaire à l'aménagement d'une ouverture de cinq (5) mètres de largeur donnant accès au plan d'eau, lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 %;
- L'élagage et l'émondage nécessaires à l'aménagement d'une fenêtre de cinq (5) mètres de largeur, lorsque la pente de la rive est supérieure à 30 %, ainsi que l'aménagement d'un sentier ou un escalier qui donne accès au plan d'eau;
- Aux fins de rétablir un couvert végétal permanent et durable, les semis et la plantation d'espèces végétales, d'arbres ou d'arbustes et les travaux nécessaires à ces fins;
- Les divers modes de récolte de la végétation herbacée lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 % et uniquement sur le haut du talus lorsque la pente est supérieure à 30 %.

f) La culture du sol à des fins d'exploitation agricole est permise à la condition de conserver une bande minimale de végétation de trois (3) mètres dont la largeur est mesurée à partir de la ligne des hautes eaux ; de plus, s'il y a un talus et que le haut de celui-ci se situe à une distance inférieure à trois (3) mètres à partir de la ligne des hautes eaux, la largeur de la bande de végétation à conserver doit inclure un minimum de un (1) mètre sur le haut du talus;

g) Les ouvrages et travaux suivants :

- L'installation de clôtures;
- L'implantation ou la réalisation d'exutoires de réseaux de drainage souterrain ou de surface et les stations de pompage;
- L'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et ponts ainsi que les chemins y donnant accès;
- Les équipements nécessaires à l'aquaculture;
- Toute installation septique conforme à la réglementation sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées édictée en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.8);
- Lorsque la pente, la nature du sol et les conditions de terrain ne permettent pas de rétablir la couverture végétale et le caractère naturel de la rive, les ouvrages et les travaux de stabilisation végétale ou mécanique tels que les

perrés, les gabions ou finalement les murs de soutènement, en accordant la priorité à la technique la plus susceptible de faciliter l'implantation éventuelle de végétation naturelle;

- Les puits individuels;
- La reconstruction ou l'élargissement d'une route ou d'un chemin existant incluant les chemins de ferme et les chemins forestiers;
 - Les ouvrages et travaux nécessaires et la réalisation des constructions, ouvrages et travaux autorisés sur le littoral conformément à l'article 2.7.4;
 - Les activités d'aménagement forestier dont la réalisation est assujettie à la *Loi sur les forêts* et à sa réglementation sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État.

2.7.4 Les mesures relatives au littoral

Sur le littoral sont en principe interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux.

Peuvent toutefois être permis les constructions, les ouvrages et les travaux suivants, si leur réalisation n'est pas incompatible avec d'autres mesures de protection recommandées pour les plaines inondables :

- a) Les quais, abris ou débarcadères sur pilotis, sur pieux ou fabriqués de plates-formes flottantes;
- b) L'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et aux ponts;
- c) Les équipements nécessaires à l'aquaculture;
- d) Les prises d'eau;
- e) L'aménagement, à des fins agricoles, de canaux d'amenée ou de dérivation pour les prélèvements d'eau dans les cas où l'aménagement de ces canaux est assujéti à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*;
- f) L'empiétement sur le littoral nécessaire à la réalisation des travaux autorisés dans la rive;
- g) Les travaux de nettoyage et d'entretien dans les cours d'eau, sans déblaiement, effectués par une autorité municipale conformément aux pouvoirs et devoirs qui lui sont conférés par la loi;
- h) Les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipale, industrielle, commerciale, publique ou pour des fins d'accès public, y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition, assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* (L.R.Q., c. C-61.1), de la *Loi sur le régime des eaux* (L.R.Q., c. R-13) et de toute autre loi;

- i) L'entretien, la réparation et la démolition de constructions et d'ouvrages existants, qui ne sont pas utilisés à des fins municipale, industrielle, commerciale, publique ou pour des fins d'accès public.

2.7.5 Mesures particulières relatives au lac Saint-Jean

2.7.5.1 Ligne de végétation : Interdictions

Entre la ligne de végétation et la cote maximale d'exploitation de 17,5 pieds, sont interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux à l'exception des constructions, des ouvrages et des travaux suivants qui peuvent être permis :

- Les travaux de stabilisation des berges réalisés par la compagnie Alcan dans le cadre du décret n° 819-86 et de tous décrets ultérieurs ;
- l'aménagement de traverse de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et ponts ;
- les équipements nécessaires à l'aquaculture ;
- les prises d'eau ;
- les travaux de nettoyage et d'entretien, sans déblaiement, à réaliser par les municipalités et les MRC selon les pouvoirs et devoirs qui leur sont conférés par le Code municipal (L.R.Q., c. C-27.1) et la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) ;
- les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour fin d'accès public, dûment soumis à une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C61.1), la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13) ou toute autre loi.

2.7.5.2 Talus : Interdictions

Dans et au pied des talus bordant le lac Saint-Jean, de même qu'entre le pied des talus et la cote maximale d'exploitation de 17,5 pieds, sont interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux à l'exception des constructions, des ouvrages et des travaux suivants qui peuvent être permis :

- Les travaux de stabilisation des berges réalisés par la compagnie Alcan dans le cadre du décret n° 819-86 et de tous décrets ultérieurs ;
- l'aménagement de traverse de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et ponts ;
- la coupe nécessaire à l'aménagement d'une ouverture de cinq (5) mètres de largeur donnant accès au plan d'eau, lorsque la pente de la rive est inférieure à 30%;

- l'élagage et l'émondage nécessaires à l'aménagement d'une fenêtre de cinq (5) mètres de largeur, lorsque la pente de la rive est supérieure à 30%, ainsi qu'un sentier ou un escalier qui donne accès au plan d'eau;
- les équipements nécessaires à l'aquaculture ;
- les prises d'eau ;
- les travaux de nettoyage et d'entretien, sans déblaiement, à réaliser par les municipalités et les MRC selon les pouvoirs et devoirs qui leur sont conférés par le Code municipale (L.R.Q., c. C-27.1) et la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) ;
- les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour fin d'accès public, dûment soumis à une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C61.1), la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13) ou toute autre loi.

Tout bâtiment est également interdit à moins de 5 mètres du sommet d'un talus.

Carte 1 : Localisation des bornes inamovibles

